Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La « révolution colorée » échoue en Iran

La technique des coups d'État par en bas

Par Thierry Meyssan

Région : États-Unis

Mondialisation.ca, 27 juin 2009
Réseau Voltaire 27 juin 2009

La « révolution verte » de Téhéran est le dernier avatar des « révolutions colorées » qui ont permis aux États-unis d'imposer des gouvernements à leur solde dans plusieurs pays sans avoir à recourir à la force. Thierry Meyssan, qui a conseillé deux gouvernements face à ces crises, analyse cette méthode et les raisons de son échec en Iran.



Les « révolution colorées » sont aux révolutions ce que le Canada Dry est à la bière. Elles y ressemblent, mais n'en ont pas la saveur. Ce sont des changements de régime ayant l'apparence d'une révolution, en ce qu'ils mobilisent de vastes segments du Peuple, mais relevant du coup d'État, en ce qu'il ne visent pas à changer les structures sociales, mais à substituer une élite à une autre pour conduire une politique économique et étrangère pro-US. La « révolution verte » de Téhéran en est le dernier exemple.

Origine du concept

Ce concept est apparu dans les années 90, mais trouve ses origines dans les débats US des années 70-80. Après les révélations en chaîne sur les coups d'État fomentés par la CIA dans

le monde, et le grand déballage des commissions parlementaires Church et Rockefeller [1], l'amiral Stansfield Turner fut chargé par le président Carter de nettoyer l'agence et de cesser tout soutien aux « dictatures maison ». Furieux, les sociaux démocrates états-uniens (SD/USA) quittèrent le Parti démocrate et rejoignirent Ronald Reagan. Il s'agissait de brillants intellectuels trotskistes [2], souvent liés à la revue *Commentary*. Lorsque Reagan fut élu, il leur confia la tâche de poursuivre l'ingérence US, mais par d'autres moyens. C'est ainsi qu'ils créent en 1982 la National Endowment for Democracy (NED) [3] et, en 1984, l'United States Institute for Peace (USIP). Les deux structures sont organiquement liées : des administrateurs de la NED siègent au conseil d'administration de l'USIP et vice-versa.

Juridiquement, la NED est une association à but non lucratif, de droit US, financée par une subvention annuelle votée par le Congrès à l'intérieur du budget du département d'État. Pour mener ses actions, elle les fait co-financer par l'US Agency for International Development (USAID), elle-même rattachée au département d'État.

En pratique, cette structure juridique n'est qu'un paravent utilisé conjointement par la CIA états-unienne, le MI6 britannique et l'ASIS australien (et occasionnellement par les services canadiens et néo-zélandais).

La NED se présente comme un organe de « promotion de la démocratie ». Elle intervient soit directement ; soit par ses quatre tentacules : l'une destinée à corrompre les syndicats, une seconde chargée de corrompre les patronats, une troisième pour les partis de gauche et une quatrième pour ceux de droite ; soit encore par l'intermédiaire de fondations amies, telles que la Westminster Foundation for Democracy (Royaume-Uni), l'International Center for Human Rights and Democratic Development (Canada), la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Robert-Schuman (France), l'International Liberal Center (Suède), l'Alfred Mozer Foundation (Pays-Bas), la Friedrich Ebert Stiftung, la Friedrich Naunmann Stiftung, la Hans Seidal Stiftung et la Heinrich Boell Stiftung (Allemagne). La NED revendique avoir corrompu ainsi plus de 6 000 organisations dans le monde en une trentaine d'années. Tout ça, bien entendu, étant camouflé sous l'apparence de programmes de formation ou d'assistance.



L'USIP, quant à lui, est une institution nationale états-unienne. Il est subventionné annuellement par le Congrès dans le budget du département de la Défense. À la différence de la NED, qui sert de couverture aux services des trois États alliés, l'USIP est exclusivement états-unien. Sous couvert de recherche en sciences politique, il peut salarier des personnalités politiques étrangères.

Dès qu'il a disposé de ressources, l'USIP a financé une nouvelle et discrète structure, l'Albert Einstein Institution [4]. Cette petite association de promotion de la non-violence était initialement chargée d'imaginer une forme de défense civile pour les populations d'Europe de l'Ouest en cas d'invasion par le Pacte de Varsovie. Elle a rapidement pris son autonomie et modélisé les conditions dans lesquelles un pouvoir étatique, de quelque nature qu'il soit, peut perdre son autorité et s'effondrer.

Premières tentatives

La première tentative de « révolution colorée » a échoué en 1989. Il s'agissait de renverser Deng Xiaoping en s'appuyant sur un de ses proches collaborateurs, le secrétaire général du Parti communiste chinois Zhao Ziyang, de manière à ouvrir le marché chinois aux investisseurs états-uniens et à faire entrer la Chine dans l'orbite US. Les jeunes partisans de Zhao envahirent la place Tienanmen [5]. Ils furent présentés par les médias occidentaux comme des étudiants a-politiques se battant pour la liberté face à l'aile traditionnelle du Parti, alors qu'il s'agissait d'une dissidence à l'intérieur du courant de Deng entre

nationalistes et pro-US. Après avoir longtemps résisté aux provocations, Deng décida de conclure par la force. La répression fit entre 300 et 1000 morts selon les sources.

20 ans plus tard, la version occidentale de ce coup d'État raté n'a pas variée. Les médias occidentaux qui ont couvert récemment cet anniversaire en le présentant comme une « révolte populaire » se sont étonnés de ce que les Pékinois n'ont pas gardé souvenir de l'événement. C'est qu'une lutte de pouvoir au sein du Parti n'avait rien de « populaire ». Ils ne se sentaient pas concernés.

La première « révolution colorée » réussit en 1990. Alors que l'Union soviétique était en cours de dissolution, le secrétaire d'État James Baker se rendit en Bulgarie pour participer à la campagne électorale du parti pro-US, abondamment financé par la NED [6]. Cependant, malgré les pressions du Royaume-Uni, les Bulgares, effrayés par les conséquences sociales du passage de l'URSS à l'économie de marché, commirent l'impardonnable faute d'élire au Parlement une majorité de post-communistes. Alors que les observateurs de la Communauté européenne certifièrent la bonne tenue du scrutin, l'opposition pro-US hurla à la fraude électorale et descendit dans la rue. Elle installa un campement au centre de Sofia et plongea le pays dans le chaos six mois durant, jusqu'à ce que le Parlement élise le pro-US Zhelyu Zhelev comme président.

La « démocratie » : vendre son pays à des intérêts étrangers à l'insu de sa population

Depuis lors, Washington n'a cessé d'organiser des changements de régime, un peu partout dans le monde, par l'agitation de rue plutôt que par des juntes militaires. Il importe ici de cerner les enjeux.

Au-delà du discours lénifiant sur la « promotion de la démocratie », l'action de Washington vise à l'imposition de régimes qui lui ouvrent sans conditions les marchés intérieurs et s'alignent sur sa politique étrangère. Or, si ces objectifs sont connus des dirigeants des « révolutions colorées », ils ne sont jamais discutés et acceptés par les manifestants qu'ils mobilisent. Et, dans le cas où ces coup d'État réussissent, les citoyens ne tardent pas à se révolter contre les nouvelles politiques qu'on leur impose, même s'il est trop tard pour revenir en arrière.

Par ailleurs, comment peut-on considérer comme « démocratiques » des oppositions qui, pour prendre le pouvoir, vendent leur pays à des intérêts étrangers à l'insu de leur population ?

En 2005, l'opposition kirghize conteste le résultat des élections législatives et amène à Bichkek des manifestants du Sud du pays. Ils renversent le président Askar Akaïev. C'est la « révolution des tulipes ». L'Assemblée nationale élit comme président le pro-US Kourmanbek Bakiev. Ne parvenant pas à maîtriser ses supporters qui pillent la capitale, ils déclare avoir chassé le dictateur et feint de vouloir créer un gouvernement d'union nationale. Il fait sortir de prison le général Felix Kulov, ancien maire de Bichkek, et le nomme ministre de l'Intérieur, puis Premier ministre. Lorsque la situation est stabilisée, Bakaiev se débarrasse de Kulov et vend, sans appel d'offre et avec des dessous de table conséquents, les quelques ressources du pays à des sociétés US et installe une base militaire US à Manas. Le niveau de vie de la population n'a jamais été aussi bas. Felix Kulov propose de relever le pays en le fédérant, comme par le passé, à la Russie. Il ne tarde pas à retourner en prison.

Un mal pour un bien ?

On objecte parfois, dans le cas d'États soumis à des régimes répressifs, que si ces « révolutions colorées » n'apportent qu'une démocratie de façade, elles procurent néanmoins un mieux-être aux populations. Or, l'expérience montre que rien n'est moins sûr. Les nouveaux régimes peuvent s'avérer plus répressifs que les anciens.

En 2003, Washington, Londres et Paris [7] organisent la « révolution des roses » en Géorgie [8]. Selon un schéma classique, l'opposition dénonce des fraudes électorales lors des élections législatives et descend dans la rue. Les manifestants contraignent le président Edouard Chevardnadze à fuir et prennent le pouvoir. Son successeur Mikhail Saakachvili ouvre le pays aux intérêts économiques US et rompt avec le voisin russe. L'aide économique promise par Washington pour se substituer à l'aide russe ne vient pas. L'économie, déjà compromise, s'effondre. Pour continuer à satisfaire ses commanditaires, Saakachvili doit imposer une dictature [9]. Il ferme des médias et remplit les prisons, ce qui n'empêche absolument pas la presse occidentale de continuer à le présenter comme « démocrate ». Condamné à la fuite en avant, Saakachvili décide de se refaire une popularité en se lançant dans une aventure militaire. Avec l'aide de l'administration Bush et d'Israël auquel il a loué des bases aériennes, il bombarde la population d'Ossétie du Sud, faisant 1600 morts, dont la plupart ont la double nationalité russe. Moscou riposte. Les conseillers états-uniens et israéliens s'enfuient [10]. La Géorgie est dévastée.

Assez !

Le mécanisme principal des « révolutions colorées » consiste à focaliser le mécontentement populaire sur la cible que l'on veut abattre. Il s'agit d'un phénomène de psychologie des masses qui balaye tout sur son passage et auquel aucun obstacle raisonnable ne peut être opposé. Le bouc-émissaire est accusé de tous les maux qui accablent le pays depuis au moins une génération. Plus il résiste, plus la colère de la foule croît. Lorsqu'il cède ou qu'il esquive, la population retrouve ses esprits, les clivages raisonnables entre ses partisans et ses opposants réapparaissent.

En 2005, dans les heures qui suivent l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafik Hariri, la rumeur se répand au Liban qu'il a été tué par « les Syriens ». L'armée syrienne, qui —en vertu de l'Accord de Taëf— maintient l'ordre depuis la fin de la guerre civile, est conspuée. Le président syrien, Bachar el-Assad, est personnellement mis en cause par les autorités états-uniennes, ce qui tient lieu de preuve pour l'opinion publique. À ceux qui font remarquer que —malgré des moments orageux— Rafik Hariri a toujours été utile à la Syrie et que sa mort prive Damas d'un collaborateur essentiel, on rétorque que le « régime syrien » est si mauvais en soi qu'il ne peut s'empêcher de tuer même ses amis. Les Libanais appellent de leurs vœux un débarquement des GI's pour chasser les Syriens. Mais, à la surprise générale, Bachar el-Assad, considérant que son armée n'est plus la bienvenue au Liban alors que son déploiement lui coûte cher, retire ses hommes. Des élections législatives sont organisées qui voient le triomphe de la coalition « anti-syrienne ». C'est la « révolution du cèdre ». Lorsque la situation se stabilise, chacun se rend compte et que, si des généraux syriens ont par le passé pillé le pays, le départ de l'armée syrienne ne change rien économiquement. Surtout, le pays est en danger, il n'a plus les moyens de se défendre face à l'expansionnisme du voisin israélien. Le principal leader « anti-syrien », le général Michel Aoun, se ravise et passe dans l'opposition. Furieux, Washington multiplie les projets pour l'assassiner. Michel Aoun s'allie au Hezbollah autour d'une plate-forme patriotique. Il était temps : Israël attaque.

Dans tous les cas, Washington prépare à l'avance le gouvernement « démocratique », ce qui confirme bien qu'il s'agit d'un coup d'État déguisé. La composition de la nouvelle équipe est gardée secrète le plus longtemps possible. C'est pourquoi la désignation du bouc-émissaire se fait sans jamais évoquer d'alternative politique.

En Serbie, les jeunes « révolutionnaires » pro-US ont choisi un logo appartenant à l'imaginaire communiste (le poing levé) pour masquer leur subordination aux États-Unis. Ils ont pris comme slogan « Il est fini ! », fédérant ainsi les mécontents contre la personnalité de Slobodan Milosevic qu'ils ont rendu responsable des bombardements du pays pourtant effectués par l'OTAN. Ce modèle a été dupliqué en nombre, par exemple le groupe Pora ! en Ukraine, ou Zubr en Biélorussie.

Une non-violence de façade

Les communicants du département d'État veillent à l'image non-violente des « révolutions colorées ». Toutes mettent en avant les théories de Gene Sharp, fondateur de l'Albert Einstein Institution. Or, la non-violence est une méthode de combat destinée à convaincre le pouvoir de changer de politique. Pour qu'une minorité s'empare du pouvoir et l'exerce, il lui faut toujours, à un moment ou à une autre, utiliser la violence. Et toutes les « révolutions colorées » l'ont fait.



Srdja Popovic (à gauche), leader serbe du mouvement Otpor, Gene Sharp, fondateur de l'Albert Einstein Institution (au centre) et son adjoint le colonel Robert Helvey, doyen de l'École de formation des attachés militaires d'ambassade.

En 2000, alors que le mandat du président Slobodan Milosevic courait encore pour un an, il convoqua des élections anticipées. Lui-même et son principal opposant, Vojislav Koštunica, se retrouvèrent en ballotage. Sans attendre le second tour de scrutin, l'opposition cria à la fraude et descendit dans la rue. Des milliers de manifestants affluèrent vers la capitale, dont les mineurs de Kolubara. Leurs journées de travail étaient indirectement payées par la NED, sans qu'ils aient conscience d'être rémunérés par les États-Unis. La pression de la manifestation étant insuffisante, les mineurs attaquèrent des bâtiments publics avec des bulldozers qu'ils avaient acheminé avec eux, d'où le nom de « révolution des bulldozers ».

Dans le cas où la tension s'éternise et que des contre-manifestations s'organisent, la seule solution pour Washington est de plonger le pays dans le chaos. Des agents provocateurs sont alors postés dans les deux camps qui tirent sur la foule. Chaque partie peut constater que ceux d'en face ont tiré alors qu'ils s'avançaient pacifiquement. L'affrontement se généralise.

En 2002, la bourgeoisie de Caracas descend dans la rue pour conspuer la politique sociale du président Hugo Chavez [11]. Par d'habiles montages, les télévisions privées donnent l'impression d'une marée humaine. Ils sont 50 000 selon les observateurs, 1 million d'après la presse et le département d'État. Survient alors l'incident du pont Llaguno. Les télévisions montrent clairement des pro-chavistes armes à la main tirant sur la foule. Dans une conférence de presse, le général de la Garde nationale et vice-ministre de la sécurité

intérieure confirme que les « milices chavistes » ont tiré sur le peuple faisant 19 morts. Il démissionne et appelle au renversement de la dictature. Le président ne tarde pas à être arrêté par des militaires insurgés. Mais le Peuple par millions descend dans la capitale et rétablit l'ordre constitutionnel.

Une enquête journalistique ultérieure reconstituera en détail la tuerie du pont Llaguno. Elle mettra en évidence un montage fallacieux des images, dont l'ordre chronologique a été falsifié comme l'attestent les cadrans des montres des protagonistes. En réalité, ce sont les chavistes qui étaient agressés et qui, après s'être repliés, tentaient de se dégager en utilisant des armes à feu. Les agents provocateurs étaient des policiers locaux formés par une agence US [12].

En 2006, la NED réorganise l'opposition au président kenyan Mwai Kibaki. Elle finance la création du Parti orange de Raila Odinga. Celui-ci reçoit le soutien du sénateur Barack Obama, accompagné de spécialistes de la déstabilisation (Mark Lippert, actuel chef de cabinet du conseiller de sécurité nationale, et le général Jonathan S. Gration, actuel envoyé spécial du président US pour le Soudan). Participant à un meeting d'Odinga, le sénateur de l'Illinois s'invente un vague lien de parenté avec le candidat pro-US. Cependant Odinga perd les élections législatives de 2007. Soutenu par le sénateur John McCain, en sa qualité de président de l'IRI (le pseudopode républicain de la NED), il conteste la sincérité du scrutin et appelle ses partisans à descendre dans la rue.

C'est alors que des messages SMS anonymes sont diffusés en masse aux électeurs de l'ethnie Luo. « Chers Kenyans, les Kikuyu ont volé l'avenir de nos enfants…nous devons les traiter de la seule manière qu'ils comprennent… la violence ». Le pays, pourtant un des plus stables d'Afrique, s'embrase soudainement. Après des journées d'émeutes, le président Kibaki est contraint d'accepter la médiation de Madeleine Albright, en sa qualité de présidente du NDI (le pseudopode démocrate de la NED). Un poste de Premier ministre est créé qui revient à Odinga. Les SMS de la haine n'ayant pas été envoyés depuis des installations kenyanes, on se demande quelle puissance étrangère a pu les expédier.

La mobilisation de l'opinion publique internationale

Au cours des dernières années, Washington a eu l'occasion de lancer des « révolutions colorées » avec la conviction qu'elles échoueraient à prendre le pouvoir mais qu'elle permettrait de manipuler l'opinion publique et les institutions internationales.

En 2007, de nombreux Birmans s'insurgent contre l'augmentation des prix du fuel domestique. Les manifestations dégénèrent. Les moines bouddhistes prennent la tête de la contestation. C'est la « révolution safran » [13]. En réalité, Washington n'a que faire du régime de Rangoon ; ce qui l'intéresse, c'est d'instrumenter le Peuple birman pour faire pression sur la Chine qui a des intérêts stratégiques en Birmanie (pipelines et base militaire de renseignement électronique). Dès lors, l'important est de mettre en scène la réalité. Des images prises par des téléphones portables apparaissent sur YouTube. Elles sont anonymes, invérifiables et hors contexte. Précisément, leur apparente spontanéité leur donne autorité. La Maison-Blanche peut imposer son interprétation des vidéos.

Plus récemment, en 2008, des manifestations estudiantines paralysent la Grèce à la suite du meurtre d'un jeune homme de 15 ans par un policier. Rapidement des casseurs font leur apparition. Ils ont été recrutés au Kosovo voisin et acheminés par autobus. Les centre-villes sont saccagés. Washington cherche à faire fuir les capitaux vers d'autres cieux et à se

réserver le monopole des investissements dans les terminaux gaziers en construction. Une campagne de presse va donc faire passer le poussif gouvernement Karamanlis pour celui des colonels. Facebook et Twittter sont utilisés pour mobiliser la diaspora grecque. Les manifestations s'étendent à Istanbul, Nicosie, Dublin, Londres, Amsterdam, La Haye, Copenhague, Francfort, Paris, Rome, Madrid, Barcelone, etc.

La révolution verte

L'opération conduite en 2009 en Iran s'inscrit dans cette longue liste de pseudos révolutions. En premier lieu, le Congrès vote en 2007 une enveloppe de 400 millions de dollars pour « changer le régime » en Iran. Celle-ci s'ajoute aux budgets ad hoc de la NED, de l'USAID, de la CIA et tutti quanti. On ignore comment cet argent est utilisé, mais trois groupes principaux en sont destinataires : la famille Rafsandjani, la famille Pahlevi, et les Moudjahidines du peuple.

L'administration Bush prend la décision de commanditer une « révolution colorée » en Iran après avoir confirmé la décision de l'état-major de ne pas attaquer militairement ce pays. Ce choix est validé par l'administration Obama. Par défaut, on rouvre donc le dossier de « révolution colorée », préparé en 2002 avec Israël au sein de l'American Enterprise Institute. À l'époque j'avais publié un article sur ce dispositif [14]. Il suffit de s'y reporter pour identifier les protagonistes actuels : il a été peu modifié. Une partie libanaise a été ajoutée prévoyant un soulèvement à Beyrouth en cas de victoire de la coalition patriotique (Hezbollah, Aoun) aux élections législatives, mais elle a été annulée.

Le scénario prévoyait un soutien massif au candidat choisi par l'ayatollah Rafsandjani, la contestation des résultats de l'élection présidentielle, des attentats tous azimuts, le renversement du président Ahmadinejad et du guide suprême l'ayatollah Khamenei, l'installation d'un gouvernement de transition dirigé par Mousavi, puis la restauration de la monarchie et l'installation d'un gouvernement dirigé par Sohrab Shobani.

Comme imaginé en 2002, l'opération a été supervisée par Morris Amitay et Michael Ledeen. Elle a mobilisé en Iran les réseaux de l'Irangate.

Ici un petit rappel historique est nécessaire. L'Irangate est une vente d'armes illicite : la Maison-Blanche souhaitait approvisionner en armes les Contras nicaraguayens (pour lutter contre les sandinistes) d'une part et l'Iran d'autre part (pour faire durer jusqu'à épuisement la guerre Iran-Irak), mais en était interdit par le Congrès. Les Israéliens proposèrent alors de sous-traiter les deux opérations à la fois. Ledeen, qui est double national États-unien/Israélien sert d'agent de liaison à Washington, tandis que Mahmoud Rafsandjani (le frère de l'ayatollah) est son correspondant à Téhéran. Le tout sur fond de corruption généralisée. Lorsque le scandale éclate aux États-Unis, une commission d'enquête indépendante est dirigée par le sénateur Tower et le général Brent Scowcroft (le mentor de Robert Gates).

Michael Ledeen est un vieux briscard des opérations secrètes. On le trouve à Rome lors de l'assassinat d'Aldo Moro, on le retrouve dans l'invention de la piste bulgare lors de l'assassinat de Jean-Paul II, ou plus récemment dans l'invention de l'approvisionnement de Saddam Hussein en uranium nigérian. Il travaille aujourd'hui à l'American Enterprise Institute [15] (aux côtés de Richard Perle et Paul Wolfowitz) et à la Foundation for the Defense of Democracies [16].

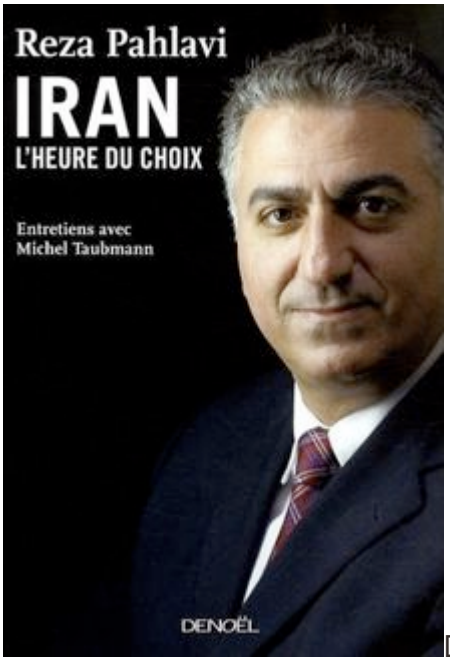
Morris Amitay est ancien directeur de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC). Il est aujourd'hui vice-président du Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA) et directeur d'un cabinet conseil pour de grandes firmes d'armement.

Le 27 avril dernier, Morris et Ledeen organisaient un séminaire sur l'Iran à l'American Enterprise Institute à propos des élections iraniennes, autour du sénateur Joseph Lieberman. Le 15 mai dernier, nouveau séminaire. La partie publique consistait en une table ronde animée par l'ambassadeur John Bolton à propos du « grand marchandage » : Moscou accepterait-il de laisser tomber Téhéran en échange du renoncement de Washington au bouclier anti-missile en Europe centrale ? L'expert français Bernard Hourcade participait à ces échanges. Simultanément, l'Institut lançait un site internet destiné à la presse dans la crise à venir : IranTracker.org. Le site inclut une rubrique sur les élections libanaises.

En Iran, il appartenait à l'ayatollah Rafsandjani de renverser son vieux rival, l'ayatollah Khamenei. Issu d'une famille d'agriculteurs, Hachemi Rafsandjani a fait fortune dans la spéculation immobilière sous le Chah. Il est devenu le principal grossiste en pistaches du pays et a arrondi sa fortune durant l'Irangate. Ses avoirs sont évalués à plusieurs milliards de dollars. Devenu l'homme le plus riche d'Iran, il a été successivement président du parlement, président de la République et aujourd'hui président du Conseil de discernement (instance d'arbitrage entre le parlement et le Conseil des gardiens de la constitution). Il représente les intérêts du bazar, c'est-à-dire des commerçants de Téhéran.

Durant la campagne électorale, Rafsandjani avait fait promettre à son ex-adversaire devenu son poulain, Mirhossein Mousavi, de privatiser le secteur pétrolier.

Sans connexion aucune avec Rafsandjani, Washington a fait appel aux Moudjahidines du peuple [17]. Cette organisation protégée par le Pentagone est considérée comme terroriste par le département d'État et l'a été par l'Union européenne. Elle a effectivement mené de terribles opérations dans les années 80, dont un méga-attentat qui coûta la vie à l'ayatollah Behechti ainsi qu'à quatre ministre, six ministres adjoints et le quart du groupe parlementaire du Parti de la république islamique. L'organisation est commandée par Massoud Rajavi, qui épouse en première noces la fille du président Bani Sadr, puis la cruelle Myriam en seconde noces. Son siège est installé en région parisienne et ses bases militaires en Irak, d'abord sous la protection de Saddam Husein, puis aujourd'hui sous celle du département de la Défense. Ce sont les Moudjahidines qui ont assuré la logistique des attentats à la bombe durant la campagne électorale [18]. C'est à eux qu'il revenait de provoquer des accrochages entre militants pro et anti-Ahmadinejad, ce qu'ils ont probablement fait.



Dans le cas où le chaos se serait installé, le Guide suprême aurait pu être renversé. Un gouvernement de transition, dirigé par Mirhussein Mousavi aurait privatisé le secteur pétrolier et rétabli la monarchie. Le fils de l'ancien Shah, Reza Cyrus Pahlavi, serait remonté sur le trône et aurait désigné Sohrab Sobhani comme Premier ministre.
Dans cette perspective, Reza Pahlavi a publié en février un livre d'entretiens avec le journaliste français Michel Taubmann. Celui-ci est directeur du bureau d'information parisien d'Arte et préside le Cercle de l'Observatoire, le club des néo-conservateurs français.

On se souvient que Washington avait prévu identiquement le rétablissement de la monarchie en Afghanistan. Mohammed Zaher Shah devait reprendre son trône à Kaboul et Hamid Karzai devait être son Premier ministre. Malheureusement, à 88 ans, le prétendant était devenu sénile. Karzai devint donc président de la République. Comme Karzai, Sobhani est double national états-unien. Comme lui, il travaille dans le secteur pétrolier de la Caspienne.

Côté propagande, le dispositif initial était confié au cabinet Benador Associates. Mais il a évolué sous l'influence de l'assistante du secrétaire d'État pour l'Éducation et la Culture, Goli Ameri. Cette iranienne-états-unienne est une ancienne collaboratrice de John Bolton. Spécialiste des nouveaux médias, elle a mis en place des programmes d'équipement et de formation à l'internet pour les amis de Rafsandjani. Elle a aussi développé des radios et télévisions en langue farsi pour la propagande du département d'État et en coordination avec la BBC britannique.

La déstabilisation de l'Iran a échoué parce que le principal ressort des « révolutions colorées » n'a pas été correctement activé. MirHussein Mousavi n'est pas parvenu à cristalliser les mécontentements sur la personne de Mahmoud Ahmadinejad. Le Peuple iranien ne s'est pas trompé, il n'a pas rendu le président sortant responsables des conséquences des sanctions économiques états-uniennes sur le pays. Dès lors, la contestation s'est limitée à la bourgeoisie des quartiers nord de Téhéran. Le pouvoir s'est abstenu d'opposer des manifestations les unes contre les autres et a laissé les comploteurs se découvrir.

Cependant, il faut admettre que l'intoxication des médias occidentaux a fonctionné. L'opinion publique étrangère a réellement cru que deux millions d'Iraniens étaient

descendus dans la rue, lorsque le chiffre réel est au moins dix fois inférieur. Le maintien en résidence des correspondants de presse a facilité ces exagérations en les dispensant de fournir les preuves de leurs imputations.

Ayant renoncé à la guerre et échoué à renverser le régime, quelle carte reste-t-il dans les mains de Barack Obama ?

Notes

[1] Les multiples rapports et documents publiés par ces commissions sont disponibles en ligne sur le site The Assassination Archives and Research Center. Les principaux extraits des rapports ont été traduits en français sous le titre *Les Complots de la CIA, manipulations et assassinats*, Stock, 1976, 608 pp.

[2] « Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme », par Denis Boneau, *Réseau Voltaire*, 26 novembre 2004.

[3] « La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 janvier 2004.

[4] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 janvier 2005.

[5] « Tienanmen, 20 ans après », par le professeur Domenico Losurdo, *Réseau Voltaire*, 9 juin 2009.

[6] À l'époque, la NED s'appuie en Europe orientale sur la Free Congress Foundation (FCF), animée par des républicains. Par la suite, cette organisation disparaît et cède la place à la Soros Foundation, animée par des démocrates, avec laquelle la NED fomente de nouveaux « changements de régime ».

[7] Soucieux d'apaiser les relations franco-US après la crise irakienne, le président Jacques Chirac tente de se rapprocher de l'administration bush sur le dos des Géorgiens, d'autant que la France a des intérêts économiques en Géorgie. Salomé Zourabichvili, n°2 des services secrets français, est nommée ambassadrice à Tbilissi, puis change de nationalité et devient ministre des Affaires étrangères de la « révolution des roses ».

[8] « Les dessous du coup d'État en Géorgie », par Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 7 janvier 2004.

[9] « Géorgie : Saakachvili jette son opposition en prison » et « Manifestations à Tbilissi contre la dictature des roses », *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2006 et 30 septembre 2007.

[10] L'administration Bush espérait que ce conflit ferait diversion. Les bombardiers israéliens devaient simultanément décoller de Géorgie pour frapper l'Iran voisin. Mais, avant même d'attaquer les installations militaires géorgiennes, la Russie bombarde les aéroports loués à Israël et cloue ses avions au sol.

[11] « Opération manquée au Venezuela », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2002.

[12] *Llaguno Bridge. Keys to a Massacre*. Documentaire d'Angel Palacios, Panafilms 2005.

[13] « Birmanie : la sollicitude intéressée des États-Unis », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5 novembre 2007.

[14] « Les bonnes raisons d'intervenir en Iran », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 février 2004.

[15] « L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche », *Réseau Voltaire*, 21 juin 2004.

[16] « Les trucages de la Foundation for the Defense of Democracies », *Réseau Voltaire*, 2 février 2005.

[17] « Les Moudjahidin perdus », par Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 17 février 2004.

[18] « Le Jundallah revendique des actions armées aux côtés des Moudjahidines du Peuple », *Réseau Voltaire*, 13 juin 2009.

Thierry Meyssan : Analyste politique, fondateur du Réseau Voltaire. Dernier ouvrage paru : L'Effroyable imposture 2 (le remodelage du Proche-Orient et la guerre israélienne contre le Liban).

La source originale de cet article est Réseau Voltaire
Copyright © Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2009

Articles Par : Thierry Meyssan

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca